

L'ajournement

[Français]

L'heure réservée à l'étude des initiatives parlementaires est écoulée.

[Traduction]

En conformité du paragraphe 36(2) du Règlement, cet article passe en dernière place dans l'ordre de préséance au *Feuilleton*.

MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 66 du Règlement.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR—LE LIBRE-ÉCHANGE—LES ARTICLES PARUS DANS DEUX JOURNAUX DE MONTRÉAL—LA POSITION DU GOUVERNEMENT / LES NÉGOCIATIONS SUR LE LIBRE-ÉCHANGE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, je voudrais donner suite à ma question de vendredi dernier, le 25 septembre, concernant la rupture des négociations avec les Américains sur le libre-échange.

Monsieur le Président, la semaine dernière on a eu droit de la part du gouvernement à tellement de gestes et de paroles contradictoires qu'on ne savait plus qui disait la vérité. Pour reprendre une expression bien de chez nous, on aurait dit voir un gouvernement qui courait partout comme une poule sans tête.

D'un côté, il y a le premier ministre (M. Mulroney) qui tient des propos différents selon l'endroit où il est et selon les journaux à qui il parle. Dans le journal anglophone *The Gazette*, il déclare qu'il n'est pas question d'organiser une rencontre au sommet pour discuter de la rupture des négociations. Au journal francophone *La Presse*, il déclare qu'il se dit prêt à rencontrer le président Reagan. Certains éditorialistes, dans les journaux de samedi disaient: «Un dialogue de sourds». *Le Devoir*, *La Presse*, tout le monde disait: Mais qui dit la vérité dans cette chose-là?

A la Chambre des communes, monsieur le Président, le premier ministre déclarait et je le cite textuellement: «Je pense qu'il serait inopportun en ce moment et peut-être nuisible, au moment où je vous parle, que le président et moi ou qui que ce soit d'autre intervienne à ce moment-ci.» Et pendant qu'il disait cela, Derek Burney, son chef de Cabinet, parlait avec son homologue américain, Howard Baker, et aujourd'hui, on voit qu'il y a deux ministres fédéraux, le ministre des Finances et le ministre du Commerce extérieur, à Washington qui sont à discuter avec des négociateurs américains pour reprendre, ou qui espèrent pouvoir mettre les négociations en branle.

Monsieur le Président, la vérité dans tout cela, c'est qu'il y avait, dans l'opinion publique de vendredi dernier, une rumeur, une nouvelle, en fait, qui a été publiée dans plusieurs journaux, savoir que le ministre des Finances avait communiqué avec James Baker, le secrétaire du Trésor américain pour lui communiquer cinq conditions pour la reprise. Je vais lire textuellement les conditions que le ministre des Finances (M. Wilson) aurait données à M. Baker. Le journal *The Globe and Mail* nous rapporte d'ailleurs assez fidèlement les cinq conditions. Premièrement:

● (1800)

[Traduction]

Que des règlements régissant les pratiques commerciales déloyales comme le dumping, les droits compensateurs et les subventions soient formulés en termes limpides, et assujettis à un procédé de règlement impartial, binational et définitif en cas de différend;

Que des règlements généraux explicites soient interprétés objectivement compte tenu de tous les éléments de l'entente, et qu'ils soient assujettis à des procédures de règlement rapides;

Qu'un accès équilibré plus vaste soit assuré aux produits agricoles et alimentaires sur les marchés intérieurs respectifs des deux pays;

Que des modifications au pacte de l'automobile ne soient apportées que si elles prévoient davantage de commerce, de production et d'emplois dans les deux pays;

Qu'on établisse une période de dix ans au cours de laquelle pratiquement toutes les barrières tarifaires et non tarifaires seront supprimées sans qu'aucune autre mesure ne les remplace.

[Français]

Quand j'ai posé la question vendredi, on m'a dit: Non! Non! Cela n'existe pas et je vais citer textuellement, monsieur le Président. «La réponse à la question est non. Il n'y a pas eu cinq conditions soumises, ni trois ou sept, par le gouvernement du Canada depuis que le négociateur en chef a suspendu les négociations.» Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui répond à ma question en me disant: Non! Non! Il n'y a pas eu cinq conditions. Monsieur le Président, on se pose vraiment la question, savoir, où on va aller chercher l'information et qui dit la vérité.

Monsieur le Président, la vérité dans toute l'affaire, c'est que le gouvernement canadien a encore une fois été berné par les Américains. Le négociateur en chef, M. Simon Reisman, déclarait d'ailleurs en fin de semaine, lors de l'émission de *CTV: Question Period* que, selon lui, l'administration américaine avait beaucoup d'autres préoccupations que le libre-échange. Les discussions n'ont jamais reçu, selon M. Reisman, l'attention qu'elles méritaient au plus haut niveau de gouvernement et je le cite textuellement: «Ils ne s'en sont occupé qu'au cours des 24 ou 36 dernières heures.»

Le gouvernement «Tory» est obsédé par les États-Unis au point de manquer complètement de perspective par rapport au reste du monde. Comme le leader de l'Opposition officielle (M. Turner) disait aujourd'hui à Toronto, et je vais le lire textuellement, parce que je pense que c'est important:

[Traduction]

«Obsédé par les négociations avec les États-Unis, le gouvernement a raté de belles occasions de conclure des accords avec les pays du Pacifique, la Communauté économique européenne et bien d'autres partenaires commerciaux à l'extérieur de l'Amérique du Nord au cours des trois dernières années. Notre déficit commercial avec les pays du Pacifique a grimpé en flèche, passant de 764 millions de dollars en 1984, à 4 milliards en 1986.

Avec le Japon uniquement, notre déficit commercial qui s'établissait à 71 millions de dollars en 1984, a atteint 1,7 milliard en 1986. Les importations en provenance du Royaume-Uni et d'autres pays européens sont en hausse de 54 p. 100 par rapport à 1984, tandis que nos exportations vers ces pays n'ont augmenté que de 14 p. 100 au cours de la même période.»